



iisd | Reporting Services

Bulletin du Congrès de l'UICN

Un rapport quotidien du Congrès mondial de la nature l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) 2016
Publié par l'Institut International du Développement Durable (IISD)



**IUCN
World
Conservation
Congress
Hawaii 2016**

BULLETIN #5, VOL. 39, No. 20, MARDI, 6 SEPTEMBRE 2016
EN LIGNE SUR: [HTTP://WWW.IISD.CA/IUCN/CONGRESS/2016/](http://www.iisd.ca/iucn/congress/2016/)

CONGRÈS MONDIAL DE L'UICN: LUNDI 5 SEPTEMBRE 2016

Lundi, les participants ont pris part à la dernière journée du Forum, assistant, le matin, à des réunions axées, entre autres, sur les voies et moyens de renforcer le rôle de l'UICN dans le sauvetage des forêts primaires de la planète, et le rôle des sites du patrimoine mondial dans la conservation de la biodiversité et la réduction des risques de catastrophes (RRC), fondée sur les écosystèmes. Les sessions de l'après-midi ont inclus un dialogue de haut niveau sur le thème Spiritualité et Conservation, et une réunion nocturne sur le financement de la conservation, qui a mis en exergue les enseignements tirés du terrain.

RENFORCER LE RÔLE DE L'UICN DANS LE SAUVETAGE DES FORÊTS PRIMAIRES DE LA PLANÈTE: MISE EN ŒUVRE DE LA RÉSOLUTION 060

Modérée par Stewart Maginnis, UICN, cette session, a été axée sur l'Équipe spéciale des Forêts primaires de l'UICN et sur la manière dont elle pourrait et devrait apporter une valeur ajoutée au travail actuel mené en faveur de la préservation des forêts primaires.

Jim Thomas, Directeur, Tenkile Conservation Alliance (TCA), a présenté une courte vidéo montrant leurs efforts visant à aider à la préservation des kangourous en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Brendan Mackey, Université Griffith, a décrit les possibilités offertes par l'Accord de Paris pour l'inclusion des émissions évitées à travers la protection des forêts primaires dans les objectifs nationaux.

Au sujet de l'apport de suggestions tangibles pour le travail de l'UICN, Jean Thomas, TCA, a souligné l'importance de la sécurité foncière, tandis que Yunus Yumte, Institut Samdhana, Indonésie, a souligné le potentiel de soutien aux objectifs de changement climatique nationaux relatifs aux forêts. Leonard Usongo, UICN Cameroun, a suggéré de tirer parti du pouvoir de rassemblement de l'UICN pour parler de la valeur des forêts primaires avec les multiples parties prenantes.

S'agissant des défis posés à la conservation des forêts primaires, John Robinson, Wildlife Conservation Society, a souligné que l'agriculture est le plus grand facteur de conversion des terres forestières. Jeff Sayer, Université James Cook, a déploré le fait que notre obsession à l'égard des statistiques relatives au couvert forestier, soit "en train de nous faire oublier que la qualité et la diversité des espèces sont en déclin rapide". Robinson et Sayer ont opiné que les études macroéconomiques actuelles et futures auraient toujours une influence sur l'état des forêts.

Le débat qui a suivi et le travail de groupe ont suggéré que l'UICN pourrait, entre autres: aider à communiquer la valeur de toutes les forêts primaires et pas uniquement celle des forêts tropicales; jouer un rôle de rassembleur plus actif pour l'élimination des obstacles posés par les politiques nationales; et coordonner les dialogues régionaux sur la façon dont les forêts peuvent faire partie des programmes de développement.



Débris plastiques trouvés dans l'estomac d'un albatros

LES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL POUR LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES, FONDÉE SUR LES ÉCOSYSTÈMES

Glenn Dolcemasclo, Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, a accueilli les participants en indiquant que l'assimilation de la conservation communautaire de l'appel à la réduction des risques de catastrophes (RRC) est évidente au Forum.

Patrick McKeever, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a souligné que l'UNESCO a trois désignations de sites: les Sites du patrimoine mondial; les Réserves de biosphère; et les Géo-parcs mondiaux, dont beaucoup sont vulnérables à, au moins, un risque naturel. Il a averti que le monde pourrait ne pas être préparé à des catastrophes de plus grande envergure, en particulier celles liées à de grandes éruptions volcaniques.

Faisant observer que la plupart des changements de politique vers la RRC-Eco se produisent après des catastrophes, Radhika Murti, UICN, a plaidé pour l'investissement dans la prévention et la réduction des risques.

Shirish Ravan, Plate-forme des Nations Unies pour l'information d'origine spatiale pour la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence, Pékin, a expliqué que les technologies d'observation de la Terre peuvent contribuer à la réalisation de la RRC-Eco et l'adaptation fondée sur les écosystèmes en fournissant des données critiques sur les écosystèmes. Sha Chen, Centre national chinois de la réduction des catastrophes, a souligné que l'édification de plusieurs sites du patrimoine dans le nord de la Chine peut réduire les risques de catastrophe liés à la sécheresse.

Vinod Mathur, Wildlife Institute of India, a déclaré que la voie à suivre pour la DRR-Eco, consiste à compléter l'évaluation des risques de catastrophe dans tous les sites du Patrimoine mondial et à fournir aux gestionnaires de ces sites la formation nécessaire à la surveillance des risques de catastrophe.

Le débat qui a suivi a porté, entre autres, sur les mesures de RRC-Eco et les plans de gestion des catastrophes dans les sites du patrimoine mondial, sur la communication qui s'y rapporte et sur l'intégration de la question de parité dans les projets de RRC-Eco.

Le *Bulletin du Congrès de l'UICN* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Beate Antonich, Lynn Finnegan, Tasha Goldberg, Dina Hestad, Ana Maria Lebada, Suzi Malan, Ph.D. et Teya Penniman. Édition numérique: Diego Noguera et Kiara Worth. Traduction française par Mongi Gadhoun. L'éditeur est Brett Wertz <brett@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture du Congrès mondial de la nature de l'UICN 2016 a été fourni par l'UICN et le Ministère de l'Environnement de la République de Corée. L'IIDD peut être contactée au 111 Lombard Avenue, Suite 325, Winnipeg, Manitoba R3B 0T4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'IIDD au Congrès mondial de la nature de l'UICN 2016 peut être contactée par courriel à <suzi@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

LE RAPPORT SUR LE RÉCHAUFFEMENT OCEAN

Annonçant le rapport intitulé "Expliquer le réchauffement des océans: les causes, l'échelle, les effets et les conséquences", Inger Andersen, Directrice générale de l'UICN, a signalé que les projections donnent un réchauffement de 1-4 ° d'ici 2100, horizon qui, pour elle, est "demain". Dan Laffoley, UICN, a précisé que le rapport couvre des espèces allant des microbes à la baleine, et tous les grands écosystèmes. "Nous perturbons le rythme de la vie dans l'océan", a-t-il souligné, signalant: un déplacement des aires de répartition des espèces vers les pôles; et des changements dans les stratégies de recherche de nourriture et dans la proportion des sexes.

Chip Cunliffe, XL Catlin, a déclaré que le secteur de l'assurance a besoin d'une meilleure compréhension des impacts des tempêtes sur l'élévation du niveau de la mer, ajoutant que le rapport aidera les communautés à devenir plus résilientes. Carl Gustaf Lundin, UICN, a présenté les principales recommandations clés, y compris la nécessité: de reconnaître la gravité des chocs; une action politique globale; des mesures mondiales de protection et de gestion; l'actualisation permanente des évaluations de risques, assortie d'analyses économiques; l'amélioration de la science; et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les conférenciers ont répondu à des questions concernant, entre autres: les forêts de varech; les forages et l'exploitation minière en mer profonde; et les ripostes des pouvoirs publics au réchauffement des océans.

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES PAYSAGES AMÉRICAINS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE – LES FAITS MARQUANTS ET LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'INITIATIVE POUR DES SOLS ET DES EAUX RÉSILIENTS

Erin Sexton, Université du Montana, a présenté des données sur la Couronne de l'Ecosystème du Continent, partagée entre le Canada et les États-Unis. Elle a expliqué comment les ensembles de données transfrontières soutiennent la conservation transfrontières, et a souligné les défis auxquels ce paysage fragmenté se trouve confronté, notamment pour ce qui est des questions de gestion, de juridiction et de régime foncier. Liz Berger, Pacific Southwest Region of the Forest Service, a présenté un rapport sur le Partenariat des Cours d'eau supérieur de Californie. Elle y a affirmé que la restauration de cette zone régionale réalisée grâce à des efforts de collaboration, a renforcé la résilience et a amélioré le stockage du carbone. Heather Stirratt, National Oceanic and Atmospheric Administration, a parlé des Terres humides côtières des Grands Lacs. Elle a présenté un nouvel outil de priorisation permettant la prise de décisions de restauration rentables, à travers l'utilisation de cibles déterminées et les données disponibles de la surveillance.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné, comme "élément clés de la mise en œuvre": les évaluations, la participation collective et le financement.

GARANTIR UNE ACTION MONDIALE EN FAVEUR DES TOURBIÈRES

Stuart Brooks, UICN, a ouvert la session sur les tourbières, mettant en évidence leur valeur: en tant que: sites riches en biodiversité; archives de l'environnement; sites de paléo-archéologie; sites de régulation de l'eau; et pour l'éducation, l'alimentation et la solitude. Brooks a souligné que les tourbières ne couvrent que 3% de la masse du globe, mais qu'elles assurent le stockage d'un tiers de la totalité du carbone terrestre. Signalant que des tourbières drainées et dégradées émettent 6% de toutes les émissions anthropiques de CO₂, Brooks a indiqué que l'Indonésie pourrait réaliser l'ensemble de son objectif de réduction de carbone, d'ici à 2020, en ne brûlant tout simplement pas la tourbe.

Jonathan Hughes, Programme de l'UICN pour les Tourbières, Royaume-Uni, a décrit les techniques de restauration naturelles, qui comprennent le réensemencement avec la mousse de sphaigne, en utilisant des jeunes volontaires, et a parlé d'un objectif pour l'horizon 2020, consistant à avoir d'ici là, 1 million d'hectares des tourbières du Royaume-Uni en bon état ou gérées en vue de leur restauration. Au sujet de la nécessité d'un financement accru, il a précisé que le code des tourbières est destiné à la mobilisation de financements privés. Hughes a souligné que la restauration est possible et qu'il existe de

bons guides pratiques dans ce domaine. Il a décrit une motion de l'UICN, axée sur l'élévation du profil des tourbières et des solutions naturelles potentielles dans la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et la convention sur la diversité biologique.

Les présentateurs d'exposés ont répondu à des questions sur: les politiques de l'UE relatives aux changements dans le domaine de l'utilisation des terres; l'impacts des émissions accrues de méthane après le remouillage; et la sensibilisation des consommateurs sur les produits de valeur issus des tourbières.

SOUTENIR LA DÉSIGNATION ET GESTION DE ZONES PROTÉGÉES À TRAVERS LA DÉTERMINATION DES SITES LES PLUS IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITÉ: LANCEMENT DES NORMES ET PROGRAMME RELATIFS AUX ZONES CLÉS DE BIODIVERSITÉ (ZCB)

Simon Stuart, UICN, a souligné les efforts de collaboration du partenariat des ZCB qui ont abouti à l'approbation de normes mondiales par le Conseil de l'UICN, en avril 2016.

Stephen Woodley, UICN, a déclaré que les normes ont permis au partenariat des ZCB d'élaborer des stratégies permettant de dégager la meilleure façon d'aider les pays à choisir des sites capables de faire la plus grande différence en matière de conservation des espèces.

Annabelle Cuttelod, UICN, a décrit des processus, englobant ateliers, groupes de travail, entretiens et concertations, menant au parachèvement et l'approbation des normes.

Jessica Boucher, Université d'Edimbourg, a déclaré que la prise en considération des besoins des utilisateurs finaux et de leurs préoccupations, a permis de garantir la solidité et une large applicabilité des normes.

Penny Langhammer, Arizona State University, a souligné que la délimitation des ZCB ne remplace ni les aires protégées nationales ni les priorités en matière de conservation.

Moreno Di Marco, Université du Queensland, a rapporté que les tests de remplacement de zones importantes pour les oiseaux (ZICO) ont confirmé que les ZICO sont plus irremplaçable que d'autres zones.

Melanie Heath, BirdLife International, a déclaré que son institution gère la base de données mondiale des ZCB, qui compte actuellement 18000 sites.

Kabelo Senyatso, Birdlife International, Botswana, a montré la nécessité d'élaborer des modèles pour le soutien des ZCB à travers le financement direct et la cogestion.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné la nécessité de garantir la stabilité financière des ZCB et de créer des synergies avec les processus internationaux de biodiversité axés sur les aires protégées.



Des participants au cours du lancement de l'initiative Zones clés pour la biodiversité

RÔLE DU SECTEUR DE L'ENTREPRISE DANS LA CRÉATION DE COULOIRS DE CROISSANCE AGRICOLE, VERTS, INCLUSIFS ET RÉSILIENTS EN AFRIQUE

Modérée par Marie Parramon-Gurney, UICN, cette session a examiné les facteurs pertinents pour le rôle du secteur des affaires dans la création de couloirs de croissance agricole, verts, inclusifs et résilients en Afrique. Ademola Ajagbe, Birdlife Africa, a souligné "quand on parle de l'agriculture, on parle de l'alimentation. Quand on parle de l'alimentation, on parle de la vie".

Ruud Jansen, Secrétaire exécutif, Déclaration de Gaborone pour le développement durable en Afrique, a mis l'accent sur leur travail avec les entreprises privées dans le domaine de la comptabilisation du capital naturel, qui reconnaît la contribution du capital naturel à la croissance économique. Julie Reneau, Nestlé Espresso, a décrit le chemin parcouru par l'entreprise en vue de devenir écologiquement et socialement responsable de leur chaîne d'approvisionnement, jusqu'au niveau de la ferme.

Stephanie O'Donnell, Flora and Fauna International, et Frinicia Rezende, Votorantim industrial, ont, toutes deux, décrit leur travail visant à aider les chaînes d'approvisionnement agricoles à reconnaître la valeur des services des écosystèmes et les avantages et les risques liés à la biodiversité. Andrea Athanas, African Wildlife Foundation, a cité des exemples pratiques, y compris les négociations en cours avec des producteurs de sucre opérant dans un corridor faunique clé, en Afrique australe, reliant une zone protégée à une aire de répartition montagneuse.

Milagre Nuvunga, Fondation Micaia, a souligné l'importance, entre autres: des partenariats entre les producteurs et les ONG; de la recherche académique; et de l'augmentation de la visibilité des bons exemples. Omer van Renterghem, ministère néerlandais des Affaires étrangères, a partagé son expérience en tant que partenaire et bailleur de fonds de développement, et a parlé d'une récente évolution vers une approche paysagère.

Le débat qui a suivi a porté sur: les violations des règlements régissant la gestion des déchets solides et des eaux usées; l'importance de soutenir plutôt les entreprises de taille moyenne que simplement les petites et les grandes entreprises; la nécessité d'un dialogue multipartite; et la valeur des évaluations d'impact environnemental.

APPROCHES RELATIVES AU CAPITAL NATUREL: DETERMINER LES POINTS DE CONVERGENCE ET LES POINTS DE DIVERGENCE

Nathalie Olsen, UICN, a décrit l'objectif de cet atelier comme consistant à dégager un terrain d'entente permettant de faire avancer le débat sur le capital naturel. Penelope Figgis, UICN, a déclaré que tout le monde veut une Terre plus habitable, mais qu'il y a des divergences de vue sur la façon d'y parvenir.

Neville Ash, Centre du suivi de la conservation mondiale du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a déclaré que l'investissement dans le capital naturel peut rendre d'autres formes de capital plus efficaces et plus résilientes. Il a souligné la nécessité pour les approches relatives au capital naturel de reconnaître: les avantages; les risques; et les conséquences prévues et imprévues pour les êtres humains et pour la biodiversité.

Helen Crowley, Kering, a souligné que la comptabilisation du capital naturel aide la cause consistant à donner une juste place à la biodiversité dans le secteur des affaires, entre autres: en attirant l'attention sur les lieux où les impacts sont les plus grands; en sensibilisant à l'importance de l'interface entre l'entreprise et la nature; et en fournissant un cadre pour la comparaison des impacts exercés et des actions menées par les entreprises.

Catie Burlando, UICN, a rappelé le groupe interdisciplinaire demandé à l'UICN dans la résolution relative au capital naturel, précisant qu'il serait un bon espace pour discuter de certaines des controverses qui entourent le concept, en particulier les impacts qui découleraient du fait de ne pas attribuer une valeur monétaire à certaines ressources naturelles.

Michael Wright, National Parks and Wildlife Service, Nouvelle-Galles du Sud, a déclaré que les institutions environnementales du secteur public ont besoin d'informations intersectorielles pour soutenir leurs demandes de financement pour la conservation, et que les approches relatives au capital naturel soutiennent la pérennité du bien-être économique et social.

Dani Rivera, Centre pour le développement des peuples autochtones d'Amazonie, Pérou, a souligné qu'il est difficile pour les populations autochtones de développer et de comprendre le capital naturel, car ils ne se considèrent pas séparés de la nature.

Le débat qui a suivi a porté sur, entre autres, sur: les méthodes comptables applicables au capital naturel; et l'importance du capital spirituel. Gérard Bos, UICN, a fait le point de l'atelier et a déclaré que le concept de capital naturel est à une croisée des chemins: le mouvement de conservation peut soit l'intégrer soit poursuivre le débat interne qui crée la confusion.

LES DÉFIS POSES ET LES SUCCÈS REALISES DANS LE DOMAINE DE LA CONSERVATION DES ESPECES MARINES

Kent Carpenter, Old Dominion University de Norfolk, a parlé des avancées réalisées dans l'augmentation des inscriptions à la Liste rouge des espèces marines, passées de moins de 200 espèces, en 2006, à plus de 12.000, en 2015, établissant un lien avec des actions entreprises, telles que la soumission à la Loi régissant les espèces en voie de disparition, en vigueur aux Etats-Unis et l'inscription aux listes des Annexes de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Giuseppe Notarbartolo di Sciara, Marine Conservation Ecologist, a expliqué le déclin de la population des raies géantes, dû au commerce international, et a souligné la proposition de Fidji d'inscrire à la liste de l'Annexe 2 de la CITES, toutes les neuf espèces que compte cette population.

Julia Lawson, UICN, a décrit le processus de planification stratégique de l'UICN pour la conservation des espèces menacées d'extinction, qui implique l'identification des menaces, ainsi que l'élaboration d'une vision, d'action à entreprendre et de buts et objectifs à atteindre. Elle a cité des exemples des poissons scie, des raies géantes et des anges de mer.

Une courte vidéo a donné un aperçu des travaux de Nicholas Dulvy, UICN, et Maria José Juan-Jorda, UICN, montrant la façon dont l'état de la biodiversité marine en haute mer est une sentinelle de la santé des écosystèmes.

Mark Stanley Price, UICN, a présenté ses réflexions sur l'application de stratégies de planification de la conservation terrestre au milieu marin, y compris les contributions des systèmes de savoirs traditionnels.

LES COMPENSATIONS A LA BIODIVERSITÉ: QUE SONT-ELLES ET QUE SIGNIFIENT-ELLES AUX DIFFERENTES PARTIES PRENANTES?

Thomas Lovejoy, Fondation des Nations Unies, a rappelé aux participants: "qu'une augmentation de la température moyenne mondiale de 2 degrés au dessus du niveau préindustriel est trop pour les écosystèmes". Il a attiré l'attention sur le fait que la restauration des écosystèmes à l'échelle mondiale est une stratégie efficace pour le piégeage du CO2 hors de l'atmosphère. Il a souligné la nécessité d'explorer toutes les possibilités créatives pour éviter l'érosion de la biodiversité "avant de penser à des compensations à la biodiversité".

Robin Mitchell, The Biodiversity Consultancy, a défini la compensation à la biodiversité comme étant "le résultat mesurable de conservation réalisé à travers des actions visant à compenser des effets négatifs résiduels importants sur la diversité biologique résultant de la conduite d'un projet, après la prise de mesures de prévention et d'atténuation appropriées". Il a expliqué que "l'objectif consiste à ce qu'il n'y ait aucune perte nette et qu'il y ait de préférence un gain net de biodiversité sur le terrain". Il a indiqué que les compensations de biodiversité sont étalées dans une hiérarchie de mesures d'atténuation, précisant que "le processus séquentiel comprend l'évitement, la minimisation et la restauration, avant d'arriver à la phase de compensation des impacts résiduels", et a mis en exergue la nécessité, pour le résultat, de venir en supplément au scénario de l'annulation du projet.



Leah Silverman a créé un enregistrement graphique des discussions

Le débat du groupe des parties prenantes a suivi. Un représentant du milieu universitaire a fait part de préoccupations à l'égard des aspects de supplémentarité et de comparabilité, et du suivi et du caractère exécutoire. Le secteur privé a souligné la nécessité d'une bonne gouvernance et d'un renforcement des capacités pour permettre aux pays d'accueil de soutenir les investissements avec la compensation de la biodiversité. Qualifiant la transparence de principe important, le secteur public a déploré l'absence de données permettant de calculer la valeur de la compensation. Les ONG ont mis en garde: que la science est encore incomplète; que le manque de confiance est encore présent; et que les entreprises devraient être tenues de payer des réparations obligatoires avant la compensation de la biodiversité.

ROLE DE LA CONSERVATION DE LA NATURE DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Miguel Calmon, UICN, a parlé de la réalisation d'ODD par le biais de la restauration des paysages forestiers, qui contribue à la réalisation des ODD suivants: 1 (éradication de la pauvreté); 2 (élimination de la faim); 5 (égalité entre les sexes); 6 (accès à l'eau potable); 7 (accès aux énergies renouvelables); 12 (consommation et production durables (CPD)); 13 (lutte contre le changement climatique); et 15 (préservation de la biodiversité).

Charles McNeill, Programme des Nations Unies pour le développement, a parlé de la maximisation des synergies entre la conservation de la nature et les ODD à travers: l'aide des pays et des communautés à trouver de nouveaux moyens efficaces pour financer la protection, la gestion durable et la restauration des forêts; l'utilisation de planification et de stratégies d'intégration des paysages; la reconnaissance et la légitimation des droits des peuples autochtones et des communautés locales à posséder et à gérer la forêt; la transformation des chaînes d'approvisionnement pour promouvoir les produits sans déforestation; l'écologisation de la production et de la consommation dans les pays en développement; la suppression des doubles-subsidations pour la production de viande bovine; et la création d'indicateurs pertinents à la conservation, applicables aux ODD.

Lorena Aguilar, UICN, a souligné le rôle des femmes dans la transition vers des modes durables de production et de consommation, signalant que, d'ici à 2028, les femmes seront responsables de près des deux tiers des dépenses de consommation, partout dans le monde. Isis Alvarez, Global Forest Coalition, a souligné la nécessité de reconnaître les contributions des communautés de base à la réalisation des ODD, et en particulier le rôle des femmes.

Ruud Jansen, Déclaration de Gaborone pour le développement durable en Afrique, a appelé: à l'intégration de la valeur du capital naturel dans les politiques publiques et privées et dans les processus décisionnels; et à l'élaboration de cartes du capital naturel. Craig Groves, Science de la nature et partenariat populaire (SNAPP), a présenté la contribution de SNAPP à la réalisation des ODD.

CONNECTIONS: SPIRITUALITE ET CONSERVATION

Inger Andersen, Directrice générale de l'UICN, a présenté Pualani Kanaka'ole Kanahale, chef spirituel Hawaïen, qui a donné une bénédiction traditionnelle hawaïenne.

La modératrice Sally Ranney, Institut américain des énergies renouvelables, a présenté les conférenciers. Père Robert Stark, Hawaï, a partagé une vidéo du Vatican appelant à "un changement vers l'unité", pour nous libérer de l'esclavage de la consommation et prendre soin de notre foyer commun. Père Robert Agres, Hawaï, a partagé des exemples d'entreprises éducatives, soulignant que "nous faisons partie intégrante de la Terre et la Terre fait partie intégrante de nous".

Rabbi Sergio Bergman, ministre de l'environnement et du développement durable, Argentine, a appelé les participants à chercher l'illumination, sans imposer des vues sur quiconque, et à aller de l'avant avec un programme de développement durable qui valorise toutes les formes de vie. Masami Saionji, Goi Peace Foundation, a parlé de la connexion à travers l'amour et la gratitude, exhortant tout le monde à passer de la culture du matérialisme à une culture de spiritualité.

Le Révérend Peter Harris, A Rocha, a partagé une vidéo et a encouragé la communauté de la conservation à envisager une collecte de fonds à long terme pour nous aider à "dépasser la croisée des chemins et à inverser le cours des choses". L'Imam Muhammad Sirajuddin Syamsuddin, Université étatique islamique, Jakarta, a partagé les perspectives islamiques, proposant que pour surmonter la "crise morale" liée au mode de consommation actuel, il est nécessaire de collaborer dans tous les secteurs, d'améliorer l'éducation et de passer de la théologie conservatrice à une vision progressiste.

Kanaka'ole Kanahale a parlé de la cérémonie, des liens de parenté et de la sagesse, expliquant comment la cérémonie d'ouverture du CMC de l'UICN a créé la procédure à suivre pour se rappeler la sagesse ancienne et de penser les événements récents, "toucher à l'inconnu et permettre à l'inconnu de nous toucher".

FINANCEMENT DE LA CONSERVATION: ENSEIGNEMENTS TIRES DU TERRAIN

Gérard Bos, UICN, a modéré la session. Fabian Huwiler, Credit Suisse, a défini le financement de la conservation comme étant des investissements ou des projets ayant des impacts positifs pour la conservation et des avantages financiers. Il a souligné la nécessité de stimuler l'investissement privé pour la réalisation des 220 à 300 milliards de dollars annuels requis pour le financement de la lutte contre le changement climatique. Il a signalé que l'investissement actuel de 52 milliards de dollars par an, est non seulement insuffisant, mais qu'il provient principalement du secteur public.

Melissa Moye, World Wildlife Fund, États-Unis, a déclaré que la focalisation de son institution est sur les projets sans but lucratif où les impacts, en particulier pour les communautés, améliorent la durabilité à long terme. Elle a mis en exergue le projet 'Gorilla Conservation Coffee' en Ouganda comme étant un exemple de financement de l'impact, qui fournit un renforcement des capacités en matière d'élaboration d'un modèle d'affaires. Raphaël Billé, projet 'Services de restauration des écosystèmes contre les effets défavorables du changement climatique', a souligné, entre autres, la conduite de tests de rétribution des services écosystémiques, l'utilisation d'étiquettes de marché et de compensations comme moyens d'accroître la résilience dans la gestion intégrée des zones côtières, dans les îles du Pacifique.

Renaud Lapeyre, Institut du développement durable et des relations internationales, a souligné la nécessité de mécanismes financiers innovants pour la réalisation de 9,2 à 85 milliards de dollars annuels requis pour atteindre l'Objectif 11 d'Aichi (zones protégées). Malik Amin Aslam, UICN, Pakistan, a décrit les efforts visant à catalyser le parti au pouvoir de la province de Khyber Pakhtunkhwa à boiser avec succès, à travers l'initiative 'Tsunami d'un milliard d'arbres'. Il a précisé que ce boisement a acquis une reconnaissance internationale, notamment à travers le Défi de Bonn. Dans le débat qui a suivi, les participants ont remis en question la base de calcul des chiffres avancés pour l'investissement nécessaire à la lutte contre le changement climatique, évoquant les niveaux trop élevés des fourchettes.



Pualani Kanaka'ole Kanahale, chef spirituel Hawaï